

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Contexte

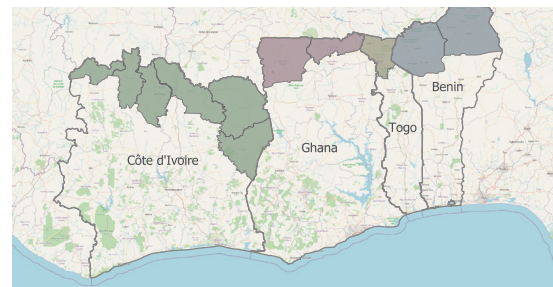
La situation sécuritaire dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Togo, Ghana et Côte d'Ivoire) reste précaire. Entre janvier 2021 et novembre 2022, le nombre d'attaques au sud du Burkina Faso a augmenté de 100% avec un pic pendant le mois de février 2022. Les événements contextuels les plus importants enregistrés dans les derniers deux mois de rapportage (octobre – novembre 2022) se résument comme suit :

- **Bénin** : Le rapport publié par Clingendael en décembre 2022¹, enregistre la présence d'un deuxième groupe armé non étatique au nord du Bénin. Ceci a été confirmée en septembre 2022, lors de la revendication par ce dernier des deux attaques perpétrées en juillet 2022, dans la zone de Alibori. Cette information ajoute une nouvelle composante analytique au contexte sécuritaire du Bénin, soit le risque qu'émerge une dynamique de « compétition/concurrence » entre les groupes armés non étatiques pour le contrôle du territoire et des ressources.
- **Togo** : Le 22 novembre 2022, le pays a rejoint la Coalition Militaire Islamique contre le Terrorisme (IMCTC). La IMCTC a été fondée par le Royaume d'Arabie Saoudite en 2015 et est depuis, une coalition mondiale qui compte 42 membres.
Toujours pendant le mois de novembre 2022, et afin de renforcer le contrôle sécuritaire dans les zones à risque, le Togo a aussi signé un accord avec les autorités burkinabè permettant aux forces togolaises d'étendre leurs opérations militaires à plus de 40 km dans le territoire burkinabè².
- **Ghana** : Les 21 et 22 novembre 2022, la Conférence internationale sur l'Initiative d'Accra s'est tenue à Accra, au Ghana. Elle a réuni les chefs d'État et d'autres parties prenantes de la région afin de travailler sur une « réponse, crédible, préventive et coordonnée aux défis auxquels sont confrontés les États côtiers et sahéliens ». L'un des résultats de la conférence a été une recommandation des chefs d'État et des gouvernements de rendre opérationnelle la Force multinationale de l'Initiative d'Accra (MNJTF/AI), dans un délai d'un mois suivant la conférence. D'après une déclaration des États membres de la MNJTF/AI, la force opérationnelle disposera d'un contingent de 10 000 hommes stationnés à Tamale, au Ghana, et d'un détachement de renseignement basé à Ouagadougou. Il y aurait également un déploiement de 2 000 militaires de l'armée de terre au Burkina Faso.

L'initiative d'Accra ainsi que le nouvel accord signé entre le Togo et le Burkina Faso confirment le renforcement progressif de la présence militaire dans les zones au nord. La présence et l'activité croissante des forces armées nationales et étrangères dans les zones frontalières entre le Sahel et les pays côtiers augmente le niveau d'exposition des populations civiles aux risques de protection, avec un focus sur les groupes minoritaires et le risque de discrimination.

L'analyse des événements de 2022 confirme aussi la tendance des groupes armés non étatiques à profiter de la détérioration générale du contexte dans la région du Sahel pour renforcer leur présence dans la zone. En effet, de plus en plus d'attaques sont officiellement revendiquées officiellement par les groupes armés non étatiques.

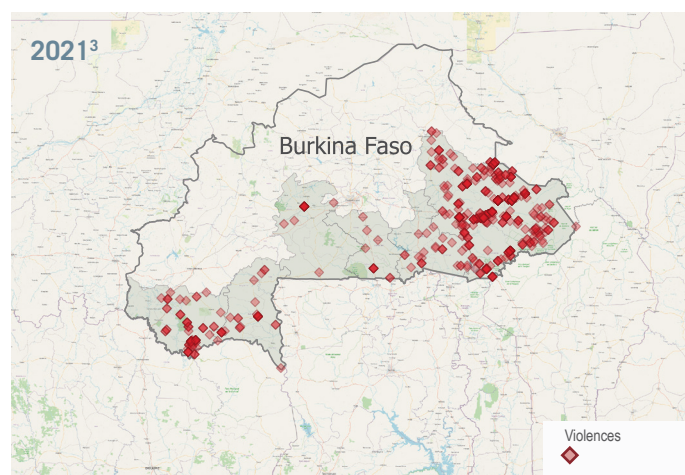
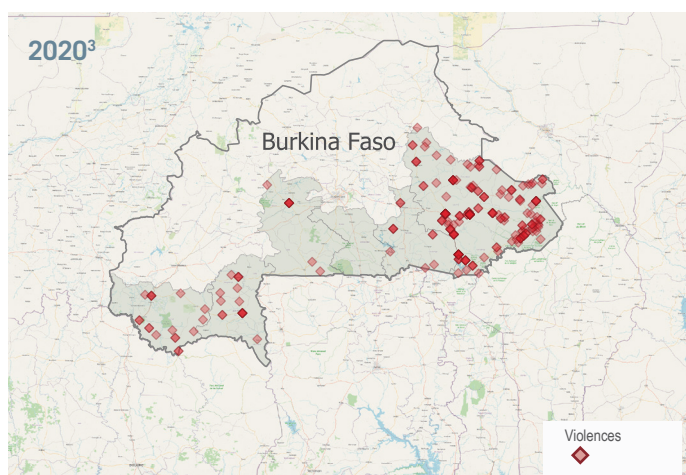
Couverture géographique



Régions administratives : Bénin (Alibori, Atacora); Côte d'Ivoire (Folon, Bague, Poro, Tchologo, Bounkari, Gontougou) ; Ghana (Upper East, Upper West) ; Togo (Savanes)

Chiffres clés⁴ (janvier - novembre 2022)

	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo
# de troubles sociaux	12	6	6	0
# d'incidents violents	88	10	19	19
Population à risque sur population totale	1,9M (16%) sur 11,9M	2,9M (11%) sur 22,9M	2,1M (7%) sur 29,3M	1,0M (13%) sur 7,9M



¹ <https://www.clingendael.org/sites/default/files/2022-12/conflict-in-the-penta-border-area-1.pdf>

² Entretien du Ministre aux Affaires étrangères du Togo, le 24 novembre 2022.

³ ACLED est la source de toutes les données relatives aux incidents de sécurité dans ce document.

⁴ Comprend les régions administratives suivantes : Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo.

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
 Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

Aperçu de l'évolution des tendances principales liées à l'analyse multirisques

Le suivi de la situation dans les derniers deux mois de rapportage (octobre-novembre 2022) a enregistré une augmentation progressive du nombre des **incidents sécuritaires** par rapport à la période précédente. Le Bénin et le Togo ont été les pays les plus affectés par les événements sécuritaires récents. Le Togo est le pays qui a rapporté le plus grand nombre de pertes en vies humaines, avec 17 soldats tués, lors des attaques du 24 novembre 2022. L'état d'urgence dans le pays a été prolongé jusqu'au mois de mars 2023.

Concernant les **mouvements des populations**, au 30 novembre 2022, aucun nouveau flux n'a été rapporté dans les pays ciblés par l'analyse. Quant à la **sécurité alimentaire et la nutrition**, malgré une détérioration générale dans la sous-région des pays côtiers et dans les zones frontalières au Burkina Faso, la mise à jour du Cadre Harmonisé a rapporté une certaine stabilité dans les tendances avec un risque de dégradation marginale attendu en 2023.

En termes d'**analyse du prix des marchés**, le Ghana continue à être affecté par une forte inflation avec de graves répercussions sur la capacité d'accès aux marchés pour les populations locales. Ceci continue à attiser les tensions sociales et le sentiment de frustration au sein de la population. Au Togo, à l'image de plusieurs spéculations, les prix des céréales a enregistré une tendance à la hausse. Ainsi, le prix moyen du maïs dans la région de Savanes au Togo est passé de 121 FCFA à 250 FCFA entre novembre 2020 et novembre 2022 soit une augmentation de plus de 100%⁵.

L'insécurité dans les zones ciblées par les attaques des groupes armés non étatiques limite la **capacité d'accès aux services de base** pour les populations locales. Pour l'**éducation**, au Bénin, entre juillet et septembre 2022, les établissements de santé de Monse Petinga, dans le district sanitaire de Malanville-Karimama, et de Porga, dans le district sanitaire de Tanguiéta- Materi- Coby, ont vu une réduction de leurs activités en raison de l'insécurité. Toujours au Bénin, au cours des six derniers mois, au moins 17 écoles ont fermé en raison des violences ou des menaces, dont deux qui ont été incendiées par des groupes armés non étatiques, laissant des centaines d'élèves à la maison et des parents craignant qu'il n'arrive quelque chose à leurs enfants s'ils étaient renvoyés à l'école. À la suite de ces attaques, des travailleurs sociaux, du personnel des centres de santé et des enseignants ont fui⁶. Au Togo, les écoles ont officiellement rouvert après les vacances d'été, à l'exception de sept écoles primaires et deux jardins d'enfants dans la zone militarisée. Cela signifie que 42 écoles se sont mobilisées pour accueillir les enfants déplacés, avec des effectifs supplémentaires allant de 3 à 504 élèves par école.⁷

Concernant l'**accès au service de santé**, à cette date, aucun disfonctionnement majeur n'a été enregistré au Ghana et en Côte d'Ivoire, qui sont les seuls deux pays ayant fournis des informations. Cependant, dans la région de l'Upper East au Ghana, à la frontière avec le Togo, les tensions inter communautaires perturbent sporadiquement le fonctionnement normal des centres de santé avec pour conséquence l'imposition de couvre-feux et à l'interdiction de l'utilisation des motos comme moyens de transport⁸.

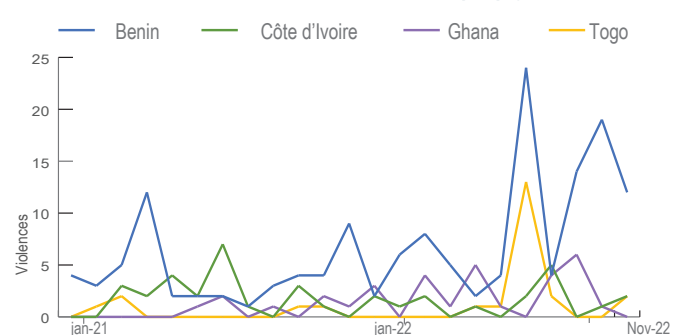
Évolution des incidents sécuritaires⁹

Entre janvier 2021 et septembre 2022, 233 incidents incluant 57 troubles sociaux et 176 épisodes violents ont été signalés dans les régions du nord du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire.

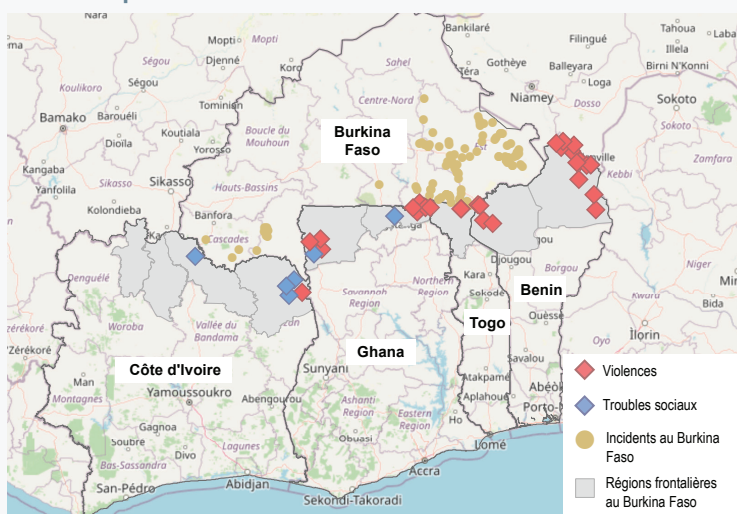
Les épisodes violents ont été en augmentation sur la période octobre-novembre 2022 avec 31 incidents signalés contre 25 en août-septembre 2022. 84% des incidents violents pendant la période de rapportage ont été signalés au Bénin, ce qui confirme la tendance observée depuis le début de l'année 2022. Le Togo rapporte des incidents violents opposant des groupes armés non étatiques aux forces de sécurité. Ces incidents sont moins nombreux qu'au Bénin, mais ont causé la mort de plusieurs personnes.

L'accalmie observée au cours des derniers mois se maintient au Ghana tandis qu'une légère augmentation des incidents violents a été observé en Côte d'Ivoire.

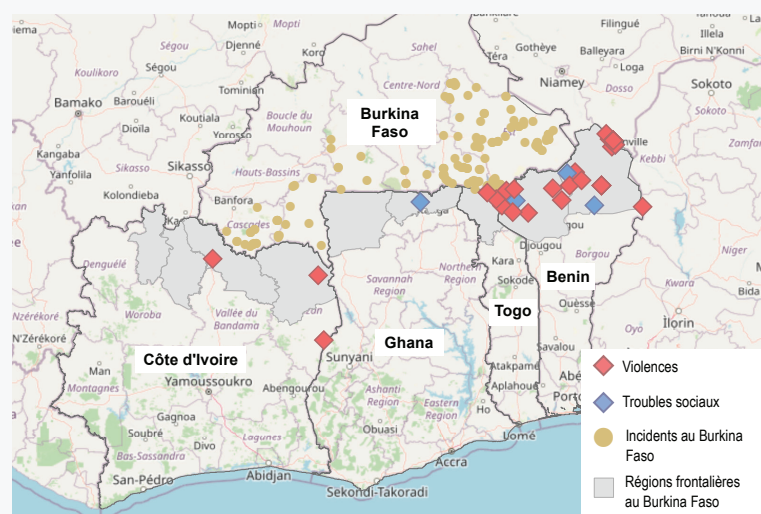
Evolution des incidents de violence par pays



août - septembre 2022



octobre - novembre 2022



⁵ <https://sigsahel.info/>

⁶ UNICEF juillet-septembre 2022.

⁷ Idem, note 4.

⁸ Hub Regional de l'OMS, Dakar, 2022

⁹ Comprend les régions administratives suivantes : Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo.

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles. Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

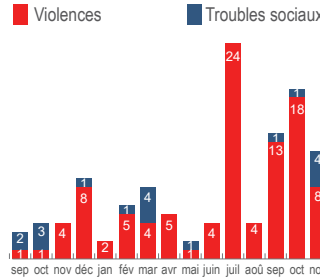
Insécurité

Cette section examine l'évolution des incidents sécuritaires dans les pays côtiers pour les périodes comprises entre août-septembre et octobre-novembre 2022. Les termes de "troubles sociaux" et "violences" servent à distinguer les manifestations, soulèvements populaires et incidents impliquant les forces de l'ordre, défis sociétaux et des événements violents tels que, attaques de groupes armés, conflits communautaires ou enlèvements.

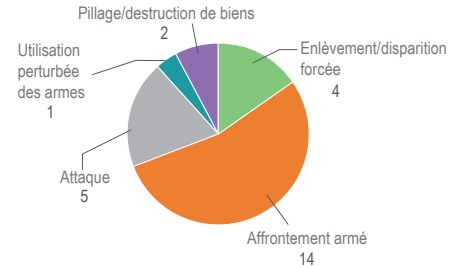
Bénin

Le Bénin a enregistré une hausse considérable d'incidents sécuritaires avec 26 rapportés pendant les mois d'octobre et novembre 2022, alors que seulement la moitié (14) avait été rapportée entre août-septembre 2022. Ces incidents sont pour la plupart attribués à des groupes armés non étatiques et ils incluent des attaques contre les forces de sécurité et contre les civils, y compris des enlèvements, la destruction de biens et l'usage d'engins explosifs. Les départements d'Alibori et d'Atakora ont respectivement enregistré 73% et 27% des incidents violents entre octobre-novembre 2022.

Évolution des incidents sécuritaires

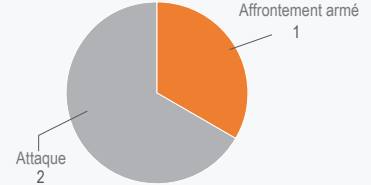
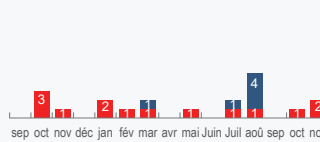


Répartition des «violences» (octobre - novembre 2022)



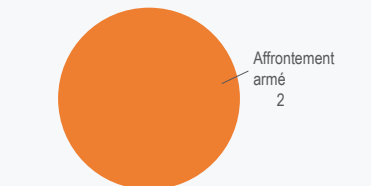
Côte d'Ivoire

Après une relative accalmie entre avril et septembre 2022, 3 incidents attribués à des groupes armés non étatiques ont été enregistrés dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, pendant la période de rapportage. Il s'agit de violences contre des civils, d'une attaque contre les forces de sécurité, de pillage et de destruction de biens. Deux incidents ont été notés dans la région de Zanzan et un dans la région des Savanes.



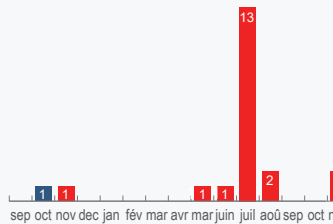
Ghana

Au nord du Ghana, l'accalmie observée depuis juin s'est maintenue pour la période entre octobre-novembre 2022. Pendant la période de rapportage, aucun incident violent n'a été rapporté. En 2022, les incidents sécuritaires ont eu lieu pour la plupart pendant la période entre janvier et mai 2022, avant de s'estomper considérablement.



Togo

En octobre-novembre 2022, le principal groupe armé non étatique actif dans la région des Savanes a continué ses attaques contre les forces de sécurité, causant la mort de plusieurs personnes. Deux incidents violents incluant une embuscade et une attaque à une base militaire ont été enregistrés. Pendant la même période, il y'a eu une tentative d'attaque aux explosifs sur un camp militaire qui a échoué. Depuis les premières attaques attribuées à ces groupes armés non étatiques en mai 2022, la fréquence des incidents sécuritaires est devenue de plus en plus régulière. Malgré le nombre d'attaques rapportées au Togo, celle-ci sont inférieures à celles du Bénin.



octobre - novembre 2022



Incidents sécuritaires par catégorie

- Affrontement armé
- Arrestations
- Attaque
- Enlèvement/disparition forcée
- Explosif à distance/mine terrestre/IED
- Manifestation avec intervention des forces de l'ordre
- Manifestation violente
- Pillage/destruction de biens
- Utilisation perturbée des armes
- Violence sexuelle en temps de guerre
- Manifestation violente

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

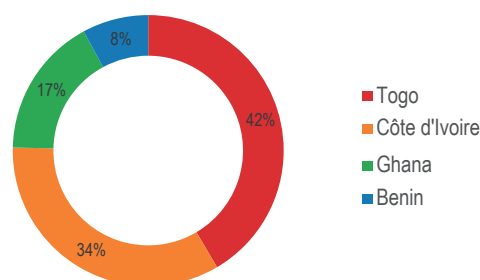
Dynamiques de déplacement

Réfugiés¹⁰

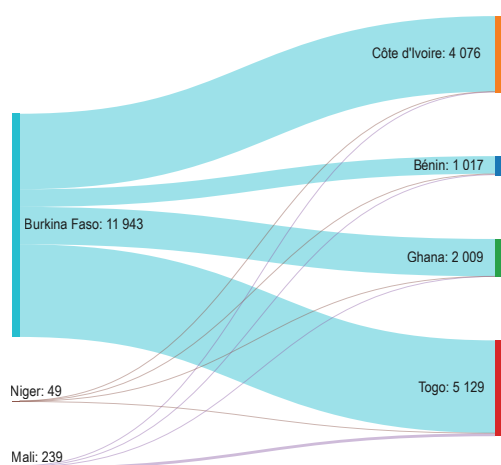
Bien que la situation au Burkina Faso en matière de sécurité et de droits de l'homme reste précaire et continue de se détériorer dans certaines régions du pays, aucune nouvelle arrivée de réfugiés Burkinabès n'a été rapportée dans les pays côtiers au cours des mois d'octobre et novembre 2022.

Au la date du 30 novembre 2022, le nombre total des réfugiés Burkinabès dans les pays côtiers s'élevait à 11 943 individus répartis comme suit: 4 958 au Togo, 4 042 en Côte d'Ivoire, environ 2 000 au

Répartition des réfugiés par pays¹⁰



Provenance des réfugiés et les demandeurs d'asile¹⁰



Au vu de l'instabilité sécuritaire prévalant dans la région du Sahel central, une augmentation de l'afflux des réfugiés Burkinabès vers les pays côtiers doit être anticipée.

Pays de provenance	Pays d'accueil				Total
	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo	
Burkina Faso	943	4 042	2 000	4 958	11 943
Mali	48	30	8	153	239
Niger	26	4	1	18	49
Total	1 017	4 076	2 009	5 129	12 231

Déplacements internes¹¹

Au Bénin, selon le ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, un nombre total de 1 231 de déplacés internes a été rapporté dans la Commune de Matéri¹².

Concernant le Togo, la révision des données officielles rapportées au 31 octobre 2022, par l'Association Nationale de la Protection Civile, fait état de 2 289 personnes déplacées internes dans la région de Savanes (1 512 en Kpendjal, 744 en Tônes, 18 en Cinkassé et 15 en Kpendjal Ouest). Parmi le nombre total de 2 289 PDIs, 1 223 d'entre eux (53%) sont des enfants.

Au 30 novembre 2022, en Côte d'Ivoire et au Ghana, aucun déplacement interne de la population n'a été enregistré de manière officielle par les autorités locales, durant la période observée.

	Déplacements internes				Total
	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo	
	1 231	0	0	2 289	3 520

¹⁰ Analyse et données de référence mises à disposition par le bureau régional de UNHCR. Les données incluent les personnes enregistrées par le HCR et non enregistrées.

¹¹ Analyse et données de référence mis à disposition par le bureau régional de l'OIM.

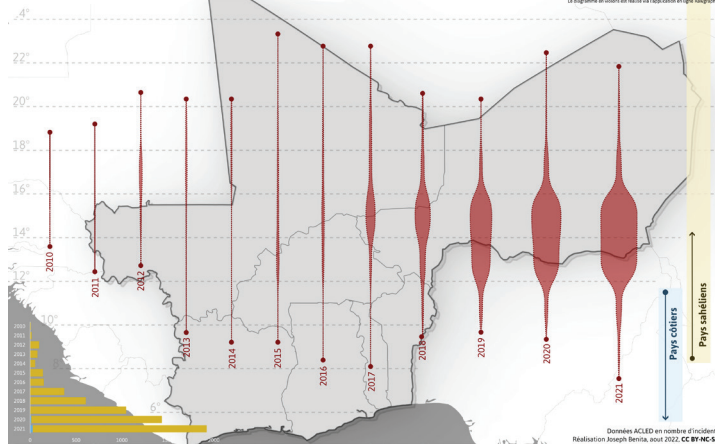
¹² OIM - données mises à jour en octobre 2022.

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

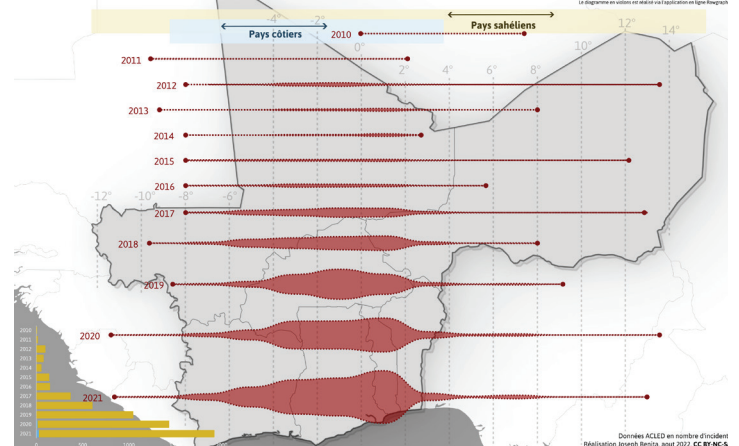
Expansion de la violence

Ces cartes démontrent l'expansion de la violence des groupes armés non-étatiques issus des pays du Sahel central (Burkina Faso, Mali, Niger) vers les quatre pays côtiers frontaliers (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo).

Distribution et évolution de la violence des groupes armés Nord - Sud au Sahel central et dans les pays côtiers de 2010 à 2021



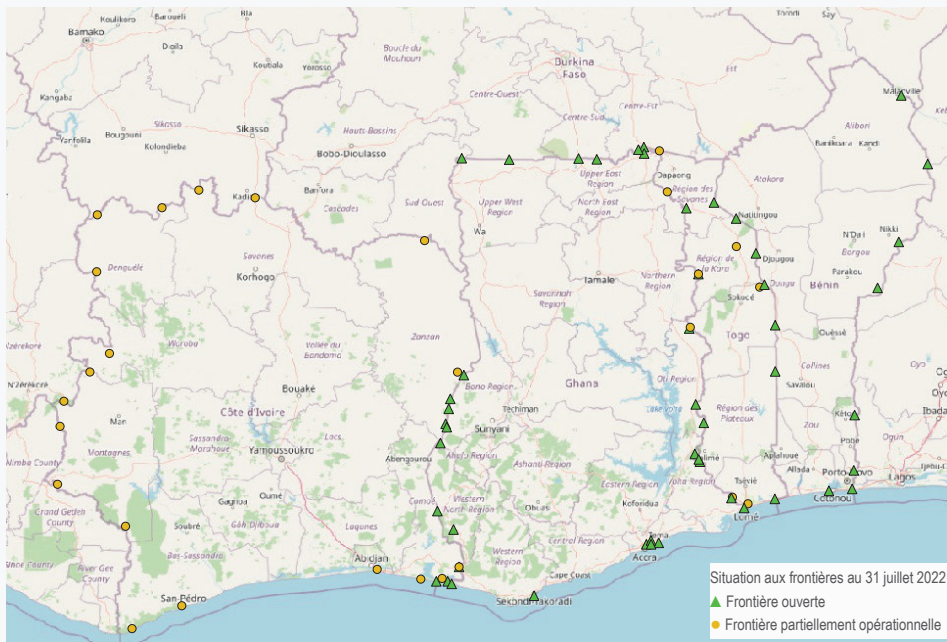
Distribution et évolution de la violence des groupes armés Ouest - Est au Sahel central et dans les pays côtiers de 2010 à 2021



Statut opérationnel des frontières¹³

Le statut opérationnel des frontières lié à la COVID-19 dans les pays côtiers s'aligne avec le statut dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest. Les frontières au Bénin et au Ghana sont complètement opérationnelles et ouvertes. En Côte d'Ivoire et au Togo, les frontières sont partiellement ouvertes. Les frontières terrestres en Côte d'Ivoire sont seulement ouvertes au trafic commercial. En revanche, toutes les frontières au Togo et les

aéroports en Côte d'Ivoire sont partiellement opérationnels à cause des obligations de vaccination contre la Covid-19. Outre la fermeture des frontières liée à la COVID-19, il faut ajouter la fermeture, unilatérale, des frontières avec le Burkina Faso par le Togo et le Bénin à la fin de l'année 2021 en raison de conflits communautaires et agropastoraux.



Pays	Type de frontière	Frontière			Total
		fermée	ouverte	partiellement opérationnelle	
Bénin	Aéroport	0	1	0	1
	Frontière terrestre	0	14	0	14
	Total	0	15	0	15
Côte d'Ivoire	Aéroport	0	0	2	2
	Frontière terrestre	0	0	18	18
	Total	0	0	20	20
Ghana	Aéroport	0	1	0	1
	Frontière 'bleue'	0	2	0	2
	Frontière terrestre	0	31	0	31
Total	0	34	0	34	
Togo	Aéroport	0	0	2	2
	Frontière terrestre	0	0	6	6
	Total	0	0	8	8
Total		0	49	28	77

¹³ OIM

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Sécurité alimentaire et nutrition

Aperçu de la mise à jour de l'analyse du Cadre Harmonisé¹⁴ dans les zones au nord des pays côtiers, le long de la frontière avec le sud du Burkina Faso

Au cours de la période entre octobre et décembre 2022, près de 496 000 personnes se sont retrouvées actuellement en insécurité alimentaire dans les régions du nord du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo. En comparant les données au cours de la même en 2021, on constate que la situation s'est stabilisée, avec une réduction mineure de -1%. Ce pourcentage inclut 27 000 personnes en insécurité alimentaire (phase 3 - crise) au Bénin, 64 000 en Côte d'Ivoire, 209 000 au Ghana et 196 000 au Togo.

La projection pour la période entre juin et août 2023, a déterminé une augmentation marginale, soit de 3%, par rapport à la période juin-août 2022. Environ 534 000 personnes seront en situation d'insécurité alimentaire

pendant la prochaine période de soudure. Ceci inclut 45 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire au Bénin, 74 000 en Côte d'Ivoire, 215 000 au Ghana et 200 000 au Togo.

Les estimations du Cadre Harmonisé incluent également 46 000 personnes classées en phase 4 - urgence pendant la période actuelle au Ghana (11 000) et au Togo (35 000). Ce chiffre devrait passer à 49 000 pour la période juin-août 2023, dont 9 000 personnes au Ghana et 40 000 au Togo. Pour les deux pays, cela représente une augmentation significative par rapport à la période juin-août 2022, où un peu plus de 6 000 personnes au Ghana étaient estimées être en phase 4.

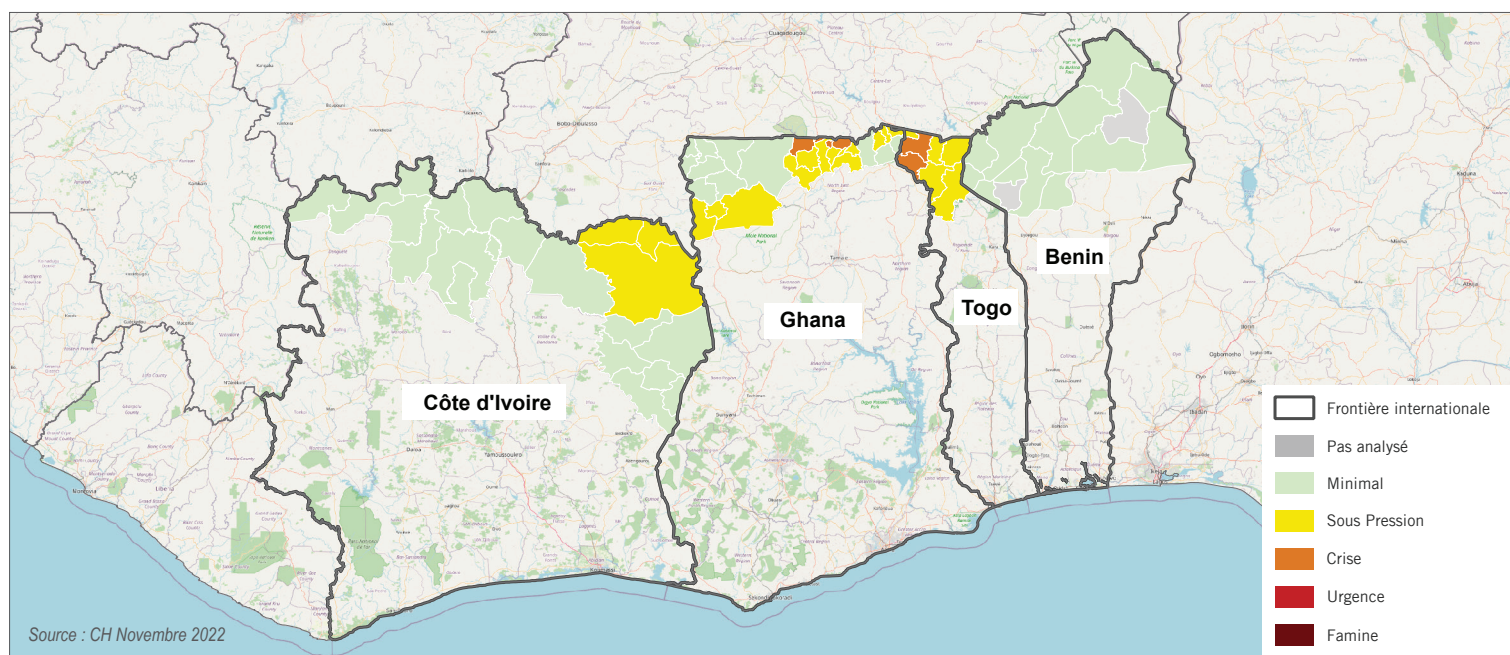
Aperçu de la mise à jour de l'analyse du Cadre Harmonisé¹⁴ sur le territoire national des pays côtiers

L'analyse du Cadre Harmonisé au niveau national a révélé que pendant la période entre octobre et décembre 2022, environ 2,4 millions de personnes dans les quatre pays côtiers se sont retrouvées en situation d'insécurité alimentaire (phase 3 ou supérieure de l'analyse CH). Ces chiffres représentent une augmentation de 26% par rapport à la même période l'année dernière (octobre-décembre 2021), avec des augmentations dans tous les pays, à l'exception de la Côte d'Ivoire, qui a enregistré une légère réduction du nombre de populations en insécurité alimentaire (-10%).

Pour la période de projection (juin-août 2023), les analyses du Cadre Harmonisé suggèrent que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire restera globalement stable, mais fluctuera au sein des pays en fonction de la saisonnalité (à noter que les parties méridionales de ces pays côtiers ont un système bimodal avec deux saisons des pluies, alors que les

régions septentrionales sont normalement caractérisées par un système unimodal). Globalement, un peu moins de 2,4 millions de personnes devraient être en situation d'insécurité alimentaire entre juin et août 2023. Cela représente une augmentation de 10 % par rapport à la même période l'année dernière, avec des différences plus prononcées au niveau des pays : au Bénin, la projection juin-août indique une amélioration significative par rapport à l'année dernière (-80 %), tandis que des détériorations sont observées au Côte d'Ivoire (+50 %), au Ghana (+158 %) et au Togo (+25 %).

Situation alimentaire et nutritionnelle actuelle (Octobre - Décembre 2022)



Source : CH Novembre 2022

¹⁴ <https://www.ipcinfo.org/ch/>

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Analyse de la Biomasse

Le suivi et analyse de la production de Biomasse est un des indicateurs utilisés pour suivre les mouvements de la transhumance dans la sous-région. Pour l'année 2022, les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest ont enregistré une production qui varie entre « moyenne » et « faible », avec une variation selon le gradient nord-sud et d'un espace géographique à un autre.

Au Ghana, on enregistre +12,8% par rapport à la moyenne et une hausse de +6,1% par rapport à l'année précédente. En Côte d'Ivoire, malgré quelques anomalies négatives, la production de biomasse est moyenne. Le Bénin enregistre le niveau de production le plus faible avec des anomalies négatives dans le centre et le sud du pays. Cependant, Alibori qui est une de ses provinces, dans sa partie plus méridionale, a une production égale à la moyenne. Au Togo, la production est donc moyenne malgré quelques variations.

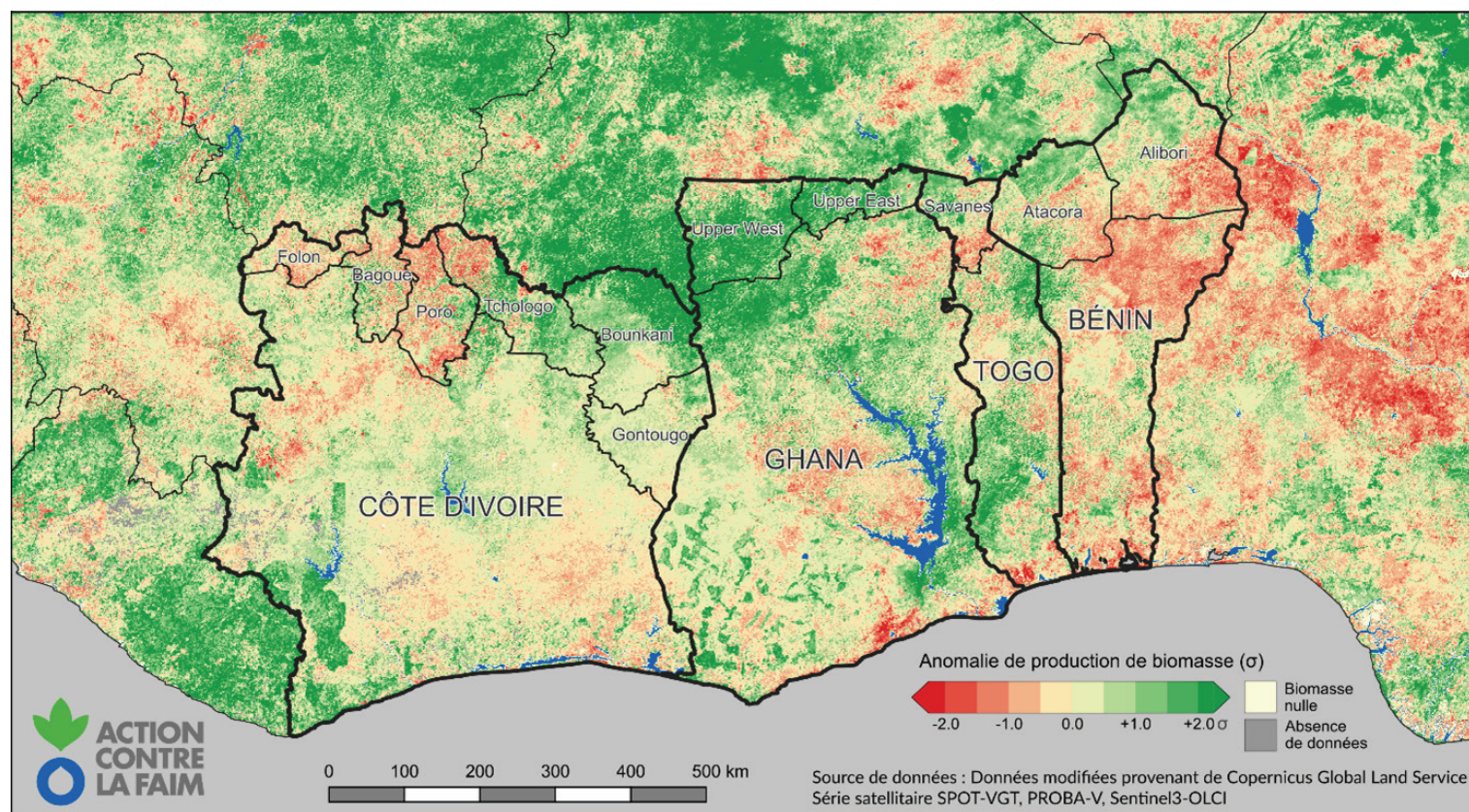
Les productions de biomasse rapportées en 2022 sont meilleures dans la partie nord de l'ensemble géographique des pays côtiers surtout dans l'espace de transit avec les pays du Sahel Central, en particulier le bloc constitué autour de la frontière sud du Burkina Faso, du nord-nord-est de

la Côte d'Ivoire, du nord du Ghana et de l'extrême-nord du Togo où les productions de biomasse sont supérieures aux normales moyennes.

En termes d'analyse rapportée pendant l'année 2022, cet ensemble géographique de production qui varie entre « moyenne » à « bonne », offre un important potentiel en ressources pour les pasteurs. Toutefois, sa particularité est qu'il constitue une zone d'accueil des transhumants des pays sahéliens.

Tous les détails sur l'analyse sont disponibles sur la page web : <https://sigsahel.info/>

Anomalie Normalisée de Production de Biomasse en 2022



Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

♀ Violences Basées sur le Genre

Aperçu général

Dans un contexte fragilisé par l'instabilité sécuritaire, le suivi des aspects liés à la protection reste une priorité pour assurer la conclusion du suivi multirisques.

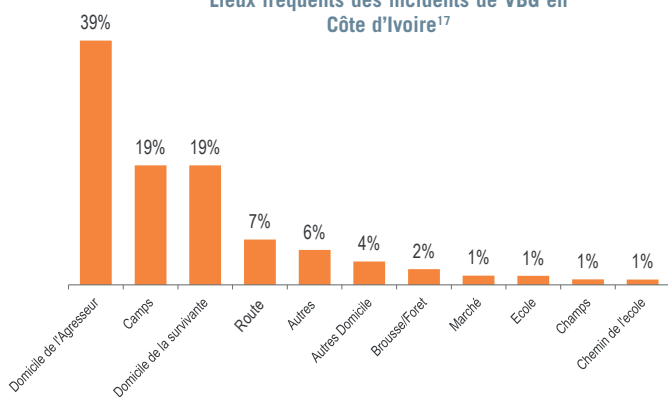
Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, la capacité d'analyse des questions liées aux Violences Basées sur le Genre (VBG) continue à être limitée par le manque de données récentes. Selon les derniers rapports disponibles, des cas de violence enregistrés en 2020¹⁵ et le MICS 2016¹⁶, environ 15% sont des violences sexuelles, dont la majorité est perpétrée sur des mineurs de moins de 18 ans.

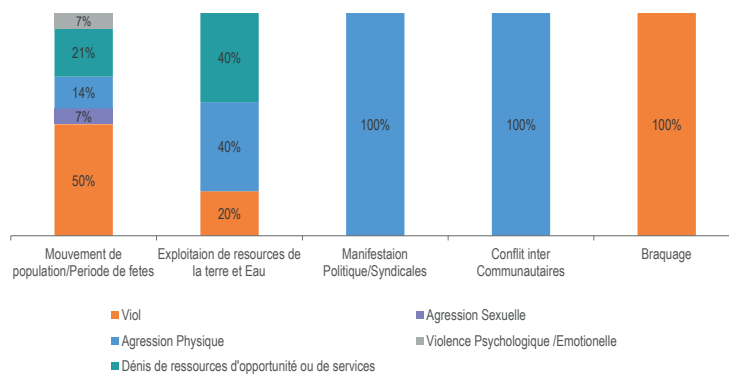
La prévalence des mutilations génitales féminines varie entre 36% et 80% selon les régions du pays. Il en est de même pour les mariages d'enfants dont le taux est de 38%.

Les lieux les plus fréquents des incidents de VBG sont le domicile de l'agresseur (39%), le domicile de la survivante et les sites des personnes déplacées. D'après l'analyse de la répartition des cas de VBG par type en fonction du contexte sécuritaire, la majorité des violences a été rapporté dans les situations des déplacements.

Lieux fréquents des incidents de VBG en Côte d'Ivoire¹⁷



Répartition de type de VBG selon le contexte sécuritaire en Côte d'Ivoire¹⁷



Bénin

Selon les statistiques récentes¹⁸, un nombre total de 49 907 cas de Violences Basées sur le Genre (toutes formes confondues¹⁹) ont été enregistrés entre 2019-août 2022. Le département du Zou a enregistré le plus grand nombre de cas, suivi par ceux des Collines, le Couffo, et le Borgou. Les départements de l'Atacora et de l'Alibori ont enregistré moins de cas de Violence Basée sur le Genre au cours de la période analysée.

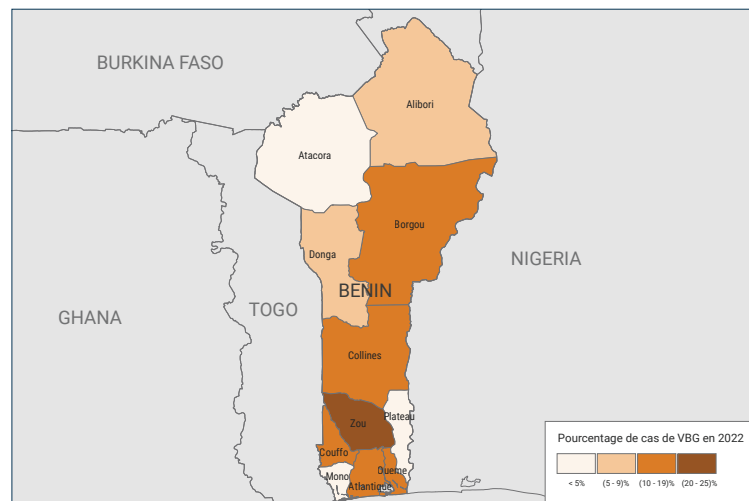
L'analyse de la prévalence des violences sexuelles selon l'âge montre que la majorité des cas (36%) a été enregistrée parmi les adolescents et jeunes (15 – 19 ans et 20 – 24 ans).

La prévalence la plus faible a été enregistrée parmi les enfants de 3 – 5 ans, un peu moins d'un enfant sur dix (9,3%) a déclaré avoir été victime d'au moins un des actes de violences sexuelles.

L'analyse des résultats selon le milieu de résidence montre que le risque de subir des Violences Basées sur le Genre est de 69% supérieur en milieu rural comparé au milieu urbain. A l'échelle des départements, les risques de Violences Basée sur le Genre sont plus élevés dans l'Alibori (5 fois plus), l'Atacora (3 fois plus), la Donga (3 fois plus) et dans le Zou (2 fois plus) comparés au département du Borgou. Les résultats ont également mis en évidence le rôle clé des facteurs socioculturels comme l'appartenance

ethnique et/ou religieuse dans les risques de manifestation des VBG²⁰.

Répartition des cas de VBG reçus par département en 2022 au Bénin²¹



¹⁵ Source MFFE/DEPS : GBVIMS 2020

¹⁶ MICS 2016

¹⁷ UNFPA bureau Côte d'Ivoire, 2022

¹⁸ Données collectées à travers les par les services d'écoute et générées par le Système Intégré de Données relatives à la Famille, la Femme et l'Enfant, Nouvelle Génération (SIDoFFE-NG).

¹⁹ Les catégories de VBG rapportées par l'analyse sont : violences psychologiques et verbales, violences physiques,

violences économiques, violences conjugales, violences sexuelles, violences en ligne, les mutilations génitales féminines, les mariages d'enfants, les séquestrations et les violences patrimoniales.

²⁰ Exploitation des données (2019 – 2022) du SIDoFFE-NG, Bénin – 2022, UNFPA bureau Bénin.

²¹ Idem, note 19.

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Dynamiques intercommunautaires et droits de l'homme

L'analyse par pays est le résultat des informations collectées à travers la surveillance des médias via le Europe Media Monitoring News desk, pour la période d'octobre à novembre 2022.

La situation sécuritaire dans la sous-région, en particulier au Bénin et au Togo, a continué à se détériorer pendant la période de rapportage. Il est à craindre que les approches sécuritaires dominent de plus en plus les réponses des États, ce qui pourrait exacerber les griefs et ressentiments. Le débordement des conflits dans les zones septentrionales de la sous-région risque d'exacerber les tensions intercommunautaires et d'entraîner une discrimination à l'encontre des groupes ethniques, religieux ou de subsistance.

En outre, les tensions entre les agriculteurs et les éleveurs augmentent en raison de la pénurie de ressources induite par le changement climatique et les actions prises par les gouvernements pour restreindre les itinéraires de transhumance. Ces tensions pourraient être instrumentalisées par des groupes armés non étatiques.

Bénin

Alors que le Bénin se prépare aux élections législatives du 8 janvier 2023, les autorités électorales ont autorisé sept partis politiques, dont trois se réclamant de l'opposition, à prendre part au scrutin. Si la participation de l'opposition, après avoir été exclue en 2019, est une étape nécessaire vers des élections libres et équitables, des inquiétudes subsistent quant aux libertés politiques. Depuis 2019, l'indice de Freedom House²² classe le Bénin comme « partiellement » libre. Plusieurs dirigeants de l'opposition demeurent emprisonnés ou encore en exil.

Le 23 novembre 2022, les députés béninois ont adopté une loi pour donner suite aux nombreuses attaques des groupes armés non étatiques dans lesquelles plusieurs soldats béninois ont perdu la vie. La loi prévoit l'allocation de bénéfices et services pour les personnes décédées ou blessées lors des missions, y compris les opérations de défense et de sécurité.

Côte d'Ivoire

L'Observatoire ivoirien des droits de l'Homme (OIDH) a condamné la résistance signalée de groupes armés non étatiques face à la police dans la lutte contre l'exploitation illégale de l'or, à la suite des violences qui ont fait 5 morts à Kokoumbo, près de Toumodi le 12 octobre 2022. Selon l'OIDH, il semblerait que dans cette résistance les groupes armés non étatiques aient bénéficié du soutien de la part de la population locale. L'OIDH a souligné son inquiétude face à ce que l'Observatoire perçoit comme un "réflexe croissant de résistance et de violence contre les forces de sécurité et l'autorité de la loi".

Ghana

Le Ghana continue à faire face à des tensions sociales croissantes en raison de l'augmentation du prix de la nourriture, des transports et autres besoins fondamentaux, alimentés par une inflation record et une forte dépréciation de la monnaie nationale. « Arise Ghana », un groupe de pression de la société civile, avait prévu une grande manifestation le 15 novembre 2022 pour protester contre les difficultés économiques actuelles du pays. La manifestation a toutefois été annulée à la suite d'une décision de justice. Le risque d'agitation sociale reste élevé. Les médias ont fait état d'un mécontentement parmi les habitants de la communauté de Tan-Nyeli dans le district de Karaga, dans la région du Nord, à la suite d'une opération antiterroriste qui se serait déroulée « à l'insu des autorités du district ». Le Ghana, classé 30ème dans le classement de la liberté de la presse 2021, a perdu 30 rangs et il est classé 60ème dans le classement de 2022.

Togo

Le Conseil des ministres a publié un communiqué de presse le 27 octobre 2022, indiquant qu'à la suite de la détérioration de la situation sécuritaire liée aux attaques des groupes armés non étatiques, le Togo a enregistré un total de 789 ménages déplacés représentant 4 175 personnes, y compris la présence de populations des pays voisins qui se sont réfugiées sur le territoire togolais.

La liberté de la presse reste sous pression au Togo, le journal togolais "Liberté" ayant été à nouveau suspendu pour trois mois et condamné à payer une amende, suite à son reportage sur l'affaire d'un jeune homme abattu sur la route lors du passage du convoi du Premier ministre. Le parti au pouvoir continue de nommer tous les dirigeants des médias publics, ainsi que le président de l'agence de régulation des médias. Le Togo, classé 74ème dans le classement de la liberté de la presse de 2021 a perdu 26 rangs et a été classé 100ème en 2022.

²² <https://freedomhouse.org/countries/freedom-world/scores>

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Le GRANIT

Le Groupe régional d'analyse intersectorielle (GRANIT) vise à réaliser des analyses collaboratives et conjointes de crises humanitaires en cours ou émergentes, sur la base des données et de l'expertise technique et sectorielle des agences onusiennes, ONG et d'autres organisations de portée régionale.

Le GRANIT, conçu à l'initiative d'OCHA, de l'OIM et de REACH, cherche à créer un forum d'experts techniques et gestionnaires de l'information afin d'ouvrir la voie à une approche analytique de type régionale, holistique et inter sectorielle pour informer les phases de préparation et de réponse aux crises.

Méthodologie

L'outil de veille vise à assurer le suivi de l'évolution de la situation dans les pays ciblés avec une approche multirisque. Pour ce faire, 15 indicateurs ont été sélectionnés par le groupe régional d'experts en préparation et réponse aux urgences et les membres du GRANIT. L'évaluation de la situation est élaborée par le groupe d'experts qui collaborent au GRANIT. La qualité de l'analyse est influencée par la complétude des données/information disponibles.

La fréquence de mise à jour est bimestrielle. Un découpage de la zone frontalière des pays (Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo) a été fait pour réduire la zone d'étude.

Pistes de réflexion proposées par les membres à explorer dans les analyses futures

1. Assurer un suivi régulier de l'évolution de la situation sécuritaire dans les zones au sud du Burkina Faso et les zones nord des pays côtiers, tout le long de la frontière.
2. Améliorer l'analyse et la désagrégation des incidents sécuritaires, avoir une meilleure lecture des dynamique internes dans les pays côtiers et mieux orienter les activités de veille et les décisions autour de la préparation et la réponse aux urgences.
3. Approfondir l'analyse des liens entre les anomalies négatives de biomasse dans les pays du Sahel central et les fréquences des conflits / conflits fonciers dans les pays côtiers.
4. Assurer un suivi régulier des mouvements de populations dans les pays ciblés.
5. Compléter la collecte des données, pour renseigner les autres indicateurs sélectionnés pour l'outil de veille multirisques afin d'avoir une meilleure visibilité sur l'évolution du contexte.

Information sur les indicateurs

Ces indicateurs font référence à la méthodologie de veille élaborée par les experts sectoriels et les membres du GRANIT. Il est à souligner que seuls trois des 15 indicateurs présentés ci-dessous sont pris en compte dans ce rapport. L'ambition du GRANIT est de pouvoir inclure une analyse basée sur l'ensemble des indicateurs dans les rapports futurs, selon la disponibilité des données.

Indicateur [§]	Thématique	Secteur	Source	Pays disponible	Variables à suivre	Indicateur équivalent [†]	Code indicateur équivalent [‡]	Note
# Réfugiés	1.a Mouvement des populations		UNHCR Data portal	Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana	Tous les réfugiés	NA		
# Personnes déplacées internes (PDI)	1.a Mouvement des populations	Protection				Humanitarian Indicator Registry	P6-2	
# de filles / garçons qui ont été séparés de leurs parents ou tuteurs.	1.b Mouvement des populations / Protection	Protection	MSNA/DTM			2022 JIAF indicator bank Humanitarian Indicator Registry	69 P1-PC7-1	

§ Tous les indicateurs seront étudié pour la période définie.

† Indicateurs équivalantes existant dans banques des données standardisés.

‡ Code Indicateur dans le banque de donnée standard

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.



Information sur les indicateurs

Indicateur [§]	Thématique	Secteur	Source	Pays disponible	Variables à suivre	Indicateur équivalent [†]	Code indicateur équivalent [‡]	Note
# Troubles sociaux.	2. Incidents de sécurité	Protection	ACLED	Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana	Arrestations ; Force excessive contre les manifestants ; Violence populaire ; Manifestation avec intervention des forces de l'ordre ; Manifestation violente.	N/A		tensions internes/violences
# Violences.	2. Incidents de sécurité	Protection	ACLED	Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana	Enlèvement/disparition forcée ; Frappe aérienne par drone ; Affrontement armé ; Attaque ; Utilisation perturbée des armes ; Grenade ; Explosif à distance/mine terrestre/IED ; Attaque par obus/artillerie/missile ; Violence sexuelle en temps de guerre; Attaque suicide ; Pillage/destruction de biens.	N/A		violence externe
# centres médicaux attaqués.	3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	Santé	Services nationaux de santé			Humanitarian Indicator Registry	P-2	Pour cet indicateur, on s'intéresse au nombre de centres qui ont été ciblés, pour mieux comprendre l'évolution de la violence
# de centres médicaux affectés.	3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	Santé	Services nationaux de santé			N/A		Pour cet indicateur, nous voudrions avoir une idée du nombre de centres qui ont vu diminuer leur activité pour des problèmes liés au conflit (i.e : centres où le personnel a arrêté d'y aller ; manque de médicament ; etc)
# écoles (non) fonctionnelles en raison de l'insécurité	3.b Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	Éducation	BdD nationaux/ évaluations EiE					
# points d'eau non accessibles en raison de l'insécurité	3.c Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	WASH	Évaluations spécifiques WASH					
# structures WASH et d'installations sanitaires non accessibles en raison de l'insécurité	3.c Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	WASH	Évaluations spécifiques WASH					
# de ménages dirigés par des enfants	4. Protection	Protection	MSNA			Humanitarian Indicator Registry	P5-2	
Déficit hydrique climatique	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				
Indice de sévérité de la sécheresse	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				
Accumulation de précipitations	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				
Température maximale	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				

§ Tous les indicateurs seront étudiés pour la période définie.

† Indicateurs équivalents existant dans les banques de données standardisées. ‡ Code Indicateur dans la banque de donnée standard